



**Bureau  
d'information  
et de  
communication**

Rue de la Barre 2  
1014 Lausanne

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Agir contre la précarité menstruelle dans les lieux de formation

### **Les produits menstruels en libre-service à l'école répondent à un besoin avéré**

**Une grande majorité des filles (97%) qui ont bénéficié du projet pilote lancé en 2021 dans les écoles vaudoises estime nécessaire de pouvoir disposer librement de protections périodiques dans les établissements. En moyenne, une fille par classe se déclare être en situation de précarité menstruelle. Les parents, à 92%, sont également très favorables à cette mesure. Les évaluations réalisées au cours du projet ont permis en outre de mieux connaître le vécu des jeunes femmes scolarisées lors de leurs menstruations. Le projet se poursuit jusqu'à fin 2023.**

Porté conjointement par le Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité et le Département de l'enseignement et de la formation professionnelle, le projet pilote *Agir contre la précarité menstruelle* arrive au terme de son évaluation.

Lancé en juin 2021, il concernait les élèves de la 7<sup>e</sup> année primaire jusqu'au postobligatoire et avait pour objectifs de briser le tabou des règles et de faciliter l'accès à des serviettes et des tampons en libre-service au moyen de distributeurs installés dans les établissements scolaires.

Présentées dans un rapport, les évaluations menées au cours du projet démontrent que la disponibilité de produits menstruels dans les lieux de formation répond à un besoin avéré, tant du côté des jeunes femmes que des parents et des professionnels interrogés. Les enquêtes ont permis en outre de mieux connaître les réalités vécues par les personnes menstruées dans les 51 écoles concernées par le projet pilote. La prévention et la sensibilisation des jeunes en formation au sujet des règles et de la précarité menstruelle, mises en place notamment avec l'appui de la Fondation PROFA, ont également été évaluées.

Le projet pilote se poursuit jusqu'à fin 2023 pour permettre aux services en charge et aux communes qui gèrent les bâtiments des écoles obligatoires de décider des suites à donner au projet. La sensibilisation dans les écoles continuera d'être appuyée par l'Unité de promotion de la santé et de prévention en milieu scolaire (Unité PSPS) et par

la mise à disposition d'un nouveau matériel d'information, d'un site internet, de dépliants et d'affiches. Le projet est financé par la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse. Le budget annuel est de 100'000 francs par an et touche environ 32'500 filles dans le cadre du projet pilote.

### Une étude inédite pour mesurer les besoins et l'utilisation

Alors que plus de 13'000 élèves ont répondu au premier questionnaire avant l'arrivée des distributeurs, plus de 5800 élèves, 1000 parents et 450 professionnelles et professionnels ont répondu au second plusieurs mois après l'arrivée des distributeurs. Cette analyse livre non seulement des données inédites sur le tabou que représentent encore les règles et leur impact sur la vie scolaire, mais aussi sur la précarité menstruelle et le besoin de distributeurs de produits menstruels dans les établissements vaudois. Elle met notamment en lumière que :

- 52% des élèves trouvent que les règles sont encore un sujet tabou, même si ce tabou a diminué pour 20% des élèves dans les écoles impliquées.
- Seules 36% des élèves menstruées estiment qu'elles avaient reçu des informations suffisantes avant l'arrivée de leurs premières règles.
- 77% des élèves trouvent les sensibilisations satisfaisantes et 78% les estiment nécessaires.
- Trois élèves menstruées sur quatre rapportent s'être déjà retrouvées en manque de protections périodiques à l'école avant l'arrivée des distributeurs. S'ils servent en majorité pour du dépannage occasionnel (37% des élèves menstruées n'ont jamais eu besoin de s'en servir, 27% une seule fois et 30% plusieurs fois), 7% des élèves seulement utilisent les produits chaque mois lors de leurs règles.
- 57% des élèves ont déjà manqué un cours ou l'école à cause de leurs règles. Cela s'est produit plusieurs fois par année pour plus de la moitié d'entre elles.
- 68% des élèves menstruées indiquent qu'il leur est déjà arrivé de renoncer à changer de protection aussi souvent que nécessaire, pour 80% d'entre elles par manque de protection et pour 6% pour des raisons économiques.
- 73% des élèves menstruées disent ressentir des douleurs durant leurs règles. Pour 32% d'entre elles, les douleurs peuvent être qualifiées de très sévères.
- Au postobligatoire, 5% des jeunes femmes qui ont leurs règles se déclarent en situation de précarité menstruelle.

Ces différents indicateurs démontrent le besoin et l'adhésion de l'ensemble de la communauté scolaire. L'utilisation des produits a aussi été évaluée et jugée modérée. Le suivi des stocks démontre que l'utilisation est d'environ un produit par fille par mois. On peut ainsi estimer le coût des produits par année pour un établissement standard de 1000 élèves (soit environ 250 à 300 filles menstruées) à 1125 francs par année scolaire. Les élèves et leurs parents plébiscitent une mise à disposition de serviettes au minimum dès la 7<sup>e</sup> année et de serviettes et de tampons dès la 9<sup>e</sup>. Le respect des produits mis à disposition est à souligner.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 30 novembre 2022

## **RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT**

DJES, Vassilis Venizelos, conseiller d'Etat

DEF, Frédéric Borloz, conseiller d'Etat

DJES, Manon Schick, directrice générale de l'enfance et de la jeunesse

DEF, Véronique Berseth, déléguée départementale à la protection du climat scolaire

## **LIENS**

[Rapport du projet pilote « Agir contre la précarité menstruelle », une forte adhésion et des résultats qui démontrent le besoin](#)

[Lieux de formation qui participent au projet pilote de mise à disposition de produits menstruels](#)

[Des produits menstruels gratuits dans les lieux de formation \(communiqué du 2 juin 2021\)](#)

[La distribution gratuite de protections périodiques évaluée par une étude qui démontre le besoin \(communiqué du 2 juin 2022\)](#)

[Site web « C'est réglé ! Produits menstruels dans les lieux de formation »](#)

[Dépliant d'information](#)